

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Rio-20-le-Sommet-de-la-Terre-brulee.html>

40 ans après le 1er Sommet de la Terre à Stockholm en
1972

Rio+20 : le Sommet de la Terre brûlée !

- Développement Durable en débat -

Date de mise en ligne : lundi 25 juin 2012



Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

L'accord final du Sommet Rio+20 ne propose rien pour s'attaquer aux crises sociales et écologiques qui secouent le monde. « Notre maison brûle » disait un président français, il y a 20 ans. Aujourd'hui, les grandes entreprises mondiales comptent sur les braises pour faire un immense barbecue ! Elles espèrent bien continuer à exploiter sans aucune limite les humains et la planète, s'insurgent les Amis de la Terre.

CDURABLE.info actualisera cet article avec les réactions des différents acteurs engagés en faveur d'un développement réellement durable ...



Amis de la Terre



Les Amis de la Terre

C'est sans surprise que Nnimmo Bassey, président de la Fédération internationale des Amis de la Terre, constate que : « *Les responsables politiques veulent nous faire croire, par un coup de baguette magique verte, que cet accord minimaliste scandaleux est une avancée, alors que c'est un permis de saccager la planète. C'est une coquille vide sur le plan politique, mais un superbe cadeau pour toutes ces grandes entreprises qui ont pris en otage les Nations unies, afin de mieux favoriser leurs intérêts économiques à court terme.* »

Ces 20 dernières années, on a surtout vu le développement durable des... multinationales et de leur emprise sur le cours du monde - aux dépens des peuples et des solutions souhaitables pour la planète. Elles se sont assurées entre autres, le contrôle de l'ONU pour avancer leurs pions dans tous les domaines, notamment pour saper tout effort d'instaurer la justice économique, la justice sociale, la souveraineté alimentaire [1].

Pour Lucia Ortiz, coordinatrice du programme sur la Justice économique des Amis de la Terre International : « *L'accord du Sommet de Rio+20 a superbement ignoré les demandes des 50 000 représentant du Sommet des Peuples qui ont manifesté dans les rues de Rio [2]. Seuls les intérêts des multinationales prévalent. L'accord prévoit même que des pays puissent vendre leur « capital naturel » à de grandes entreprises internationales, sans le moindre règlement exigeant que ces entreprises puissent être tenues responsables des dégâts qu'elles causent. Certes « l'économie verte » n'a pas percé comme les industriels et les financiers l'auraient souhaité. C'est une petite lueur d'espoir dans un bilan très sombre, pour tous ceux qui se sont opposés avec forces à cette nouvelle attaque frontale du monde des affaires contre notre monde naturel.* »

Notre système économique favorise des modes de production et de surconsommation extrêmement destructeurs. Il est responsable du désastre écologique et social que nous vivons. Alors que la situation exige des mesures très fortes, les acteurs financiers et industriels sont présentés comme faisant partie des solutions ! Aucune mesure contraignante n'est prévue. Par contre, le marché réglera tous les problèmes et les affaires peuvent continuer et croître.

Juliette Renaud des Amis de la Terre France conclut : « *Lors de ce sommet, de nouveaux rapports de force se sont dessinés entre pays émergents et anciennes puissances mondiales. Chacun essaie d'avancer ses pions économiques. Mais pendant que les « dirigeants » du monde jouent à leur Monopoly planétaire, la Terre « se dirige » vers le gouffre. La dégradation des écosystèmes mondiaux atteint une ampleur sans précédent. Encore quelques sommets comme celui-ci et ce sera Rio +20° ! Face à des dirigeants qui ne voient le monde qu'à travers les intérêts de leur grandes entreprises, les citoyens, les peuples doivent, plus que jamais, reprendre leur destin en main ! »*

▶ [Le rapport des Amis de la Terre international \(en anglais\)](#)

▶ [Pétition en ligne et signataires](#)

▶ [L'économie verte sur le site des Amis de la Terre](#)

CARE France

Rio + 20 : En route vers un accord sans substance et sans ambition.

Recul sur le texte de négociations

Pour CARE et les ONG présentes à Rio, le sommet Rio+20 est pour l'instant un échec. Les positions qu'elles sont venues défendre n'ont pas été entendues. La déception est grande car les gouvernements sont revenus sur des « *acquis* » qui avaient été négociés précédemment.

Une équipe de CARE est à Rio pour faire valoir sa vision d'un développement durable équitable et pour faire porter la voix des plus démunis.

Le titre du texte des négociations a été modifié : « *Du futur que nous voulons* », il est devenu « *Notre vision commune* ». Il est révélateur des modifications et des compromis que le texte a subi. **Ce ne sont plus des objectifs fixés imposés mais de simples orientations et formules creuses.** WWF a d'ailleurs comptabilisé dans le texte le « *degré d'engagement* » des parties prenantes : les mots « *nous encourageons* » et « *nous soutenons* » apparaissent 50 et 99 fois respectivement ; alors que « *nous devons faire* » et « *nous ferons* » n'y figurent que 3 et 5 fois notamment sur les sujets suivants :

- ▶ les financements (notamment la Taxe sur les transactions financières)
- ▶ les modes de consommation et production
- ▶ les règles/standards à respecter pour le secteur privé

Le Réseau Action Climat qui coordonne et porte les voix de l'ensemble des ONG, a attribué à l'ensemble des gouvernements le prix du « *Fossile du Jour* » pour avoir transformé le texte des négociations en un texte non contraignant et creux. Le responsable CAN a également demandé que soit retirée la mention dans le préambule « *avec la participation de la société civile* » car celle-ci rejette ce texte peu ambitieux.

Le texte peut encore évoluer aujourd'hui mais il y a peu de chance pour qu'il soit cautionné par les ONG s'il reste aussi laxiste !

▶ Lire également le dernier article du blog de Kevin Henry, Coordinateur du projet « *Where the rain falls* » : [De Rio + 20 à Rio - 20 ?](#)

▶ www.carefrance.org

▶ www.facebook.com/CAREFrance

Club France RIO+20

Principes retenus par la société civile française pour le plan d'action à 5 ans

Les acteurs de la société civile française fédérés au sein du Club France RIO+20 et du Pavillon de la France ont partagé ce 22 juin les premiers enseignements et les orientations à prendre pour rendre applicable et concrète la déclaration finale de la Conférence Rio+20.

Il est relevé **plusieurs aspects positifs dans ce texte** :

- " le rôle nouveau, reconnu et clairement renforcé de la société civile dans la gouvernance mondiale ;
- " la reconnaissance de l'économie verte et équitable comme programme de travail de la communauté internationale ;
- " des objectifs du développement durable clairement affirmés avec des indicateurs qui restent à construire.

La volonté politique est exprimée. C'est aux acteurs de la société civile au coté des gouvernements de passer d'un programme de travail à un réel plan d'action pour les 5 années qui viennent. Ce plan d'action doit reposer sur ces principes :

- " la co-création : au coeur des démarches, il s'agit d'une dynamique partenariale entre l'ensemble des acteurs de terrain, engagés au plus près des problématiques et des citoyens qui les vivent ;
- " la définition et mise en place d'indicateurs par ces acteurs à l'échelle de leurs territoires, articulés par rapport aux objectifs du développement durable définis dans la déclaration finale ;
- " la reconnaissance de la culture et de la science comme des leviers essentiels du développement durable.

« *Après Rio+20 il est temps d'engager un déploiement massif et systématique du développement durable sur les territoires et au coeur des stratégies d'entreprises* » déclare Gilles Berhault pour le Comité 21 et le Club France RIO+20.

Le Club France RIO +20 et le Pavillon de la France ont accueilli le Président de la République François Hollande

A propos du Club France RIO+20

Le Club France RIO+20 a été créé à l'initiative du Comité 21 pour faciliter la mobilisation, la contribution et le rayonnement des acteurs français du développement durable, qu'ils soient entreprises, collectivités territoriales, ONG, associations ou organisations de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il regroupe plus d'une soixantaine de membres, acteurs français du développement durable.



www.rioplus20france.org



[Document final de la conférence Rio+20 "l'avenir que nous voulons"](#)

Collectif Rio+20

Rio + 20, Nouvel échiquier mondial, vieilles recettes

Cela a abouti à un texte de consensus dit [équilibré], mais qui laisse un goût amer à beaucoup de pays dont les aspirations n'ont pas été transcrites. Quant à la société civile, elle devra rebondir pour ne pas abandonner l'idée de nouveaux modes de développement pour « *le futur que nous voulons* ». Le Collectif Rio+20 arrivait à Rio avec des propositions, partant d'un constat sur les causes structurelles des crises que nous vivons. Constat partagé par les sociétés civiles de nombreux pays. Or **le texte de 40 pages fait l'impasse sur les réels défis de la mondialisation, l'épuisement des ressources naturelles, et l'évolution de l'économie mondiale.**

Quant à la prise en compte des enjeux d'équité, d'égalité, de travail décent, de transition, de sécurité sociale et écologique, de souveraineté alimentaire, de protection sociale, de préservation de la biodiversité ou encore de garantie des droits d'accès à l'eau et à l'énergie, les propos restent incantatoires quand ils ne marquent pas un recul par rapport à l'existant. Aucun engagement, ni rupture avec le modèle actuel, responsable de la crise multiple que nous traversons, ne figure dans cette déclaration. Un texte purement déclaratif, sans aucune contrainte. Le cas du droit à l'eau est un exemple emblématique.

Des ruptures étaient clairement attendues pour la défense d'autres modes de développement socialement justes et écologiquement durables, d'autres modes de consommation et de production. Une évolution à enclencher rapidement pour les pays développés et émergents. Mais la question énergétique et l'éradication de la pauvreté sont au cœur de cette transition sociale et écologique pour tous les pays. Les négociations internationales de ces deux dernières années montrent à quel point des objectifs et un calendrier sont nécessaires pour concrétiser des engagements, en termes d'indicateurs, de réformes institutionnelles, de ressources innovantes à déployer ou de participation de la société civile. Finalement, tout au long de ces pages, la déclaration prône un verdissement de l'économie, en gardant le marché comme boussole et la préservation des intérêts nationaux de court terme. Des mentions éparses et courtes aux semences traditionnelles, aux approches hors marché pour les communautés locales ou la notion de Terre Mère, chère aux pays d'Amérique Latine pourraient montrer une lueur d'intérêt ouverture vers d'autres d'visions. Or sans proposition concrète, elles reflètent surtout les stratégies de contournement des négociations. Le texte est par ailleurs symptomatique des rapports actuels entre certains pouvoirs politiques et les citoyens. Les négociateurs ne parlent pas de ce qui se passe au Sommet des peuples, ou dans les différents événements organisés par les associations et mouvements sociaux.

L'organisation de journées de dialogues avec la société civile a donné lieu à des débats intéressants et novateurs, mais **les propositions concrètes, pourtant votées par des milliers de personnes ne sont pas reprises de manière égale dans la déclaration. Un manque de transparence et de gouvernance** tel que le groupe représentant les ONG à l'ONU demande le retrait de la mention « *avec la pleine participation de la société civile* » du texte de Rio.

Le Collectif français Rio+20 affirme qu'il existe d'autres solutions et plus ambitieuses aux crises que nous vivons, et notamment :

▶ Fonder l'approche du développement durable sur un principe de responsabilité universelle et sur les droits humains, les droits sociaux et les droits écologiques, y compris le droit à l'eau et à une alimentation saine
l'alimentation qui doivent guider toutes politiques.

Relocaliser les activités, développer une économie de fonctionnalité, des circuits courts et l'usage partagé de biens.

- ▶ Rompre avec la course à la consommation, et orienter nos modèles de production vers la satisfaction des besoins des populations dans le respect des limites de la planète.
- ▶ Soutenir l'innovation, et pas seulement technologique, permettant des modes de production respectueuses de l'environnement, mais aussi tournées vers le bien être des communautés locales et dans l'intérêt général.
- ▶ Réaffirmer et protéger les biens communs, qu'ils concernent les milieux naturels, l'immatériel technologique ou culturel.
- ▶ Généraliser un socle universel de protection sociale. Rechercher la souveraineté alimentaire en soutenant la production des 1.8 milliards de petits agriculteurs familiaux.
- ▶ Réguler le système financier international et la pêche artisanale.
- ▶ Mettre en notament place une taxe internationale sur les transactions financières.

Le texte de négociation ouvre la porte à la mise en place d'Objectifs de Développement Durable, sans qu'ils soient définis et précisés.

Le collectif RIO+20 entend que soit mis en place d'ici 2015 un travail participatif, partant des enseignements des précédentes feuilles de route et des besoins des populations. Il ne faut pas se retrouver encore dans deux ans face à des décisions à prendre sans le travail nécessaire pour des objectifs équitables et soutenables. Le Collectif demande ainsi au gouvernement français de porter dans les prochains calendriers internationaux une vision exigeante et à la hauteur des défis historiques que l'humanité traverse.

▶ [Le Collectif Rio+20](#)

Green Cross France et Territoires

De retour de Rio+20 : Une synthèse de l'essentiel en 10 pointsspip_documents spip_documents_right' style='float:right;'



- 1. Rio a été en 1992 le point de départ, le catalyseur des appels à l'action pour les gouvernements. A Rio+20, les Dialogues Days et une mobilisation forte des sociétés civiles, des gouvernements locaux et des entreprises, ont permis d'avancer des propositions concrètes sur le monde qu'on pourrait céder aux générations futures.
- 2. Le processus de négociation et le forum ministériel est lui un échec, avec, comme déjà vécu à Copenhague et à Durban, un document final qui n'est pas une réussite. D'un manque de vision, de préparation

et de leadership a résulté un document final sans valeur.

- 3. La présence massive des syndicats comme les travaux du rassemblement mondial démontrent un rapprochement fort entre les enjeux écologiques et sociaux, et la possibilité de progresser conjointement et sereinement sur les deux dimensions à la fois.
- 4. On constate une incroyable énergie de la société civile. Au-delà de la présence de 50 000 personnes à Rio et la participation à distance de millions d'autres, des propositions concrètes, réalistes et ambitieuses émergent, et sont suffisamment matures pour être portées à la table des négociations.
- 5. Les entreprises, les pouvoirs publics locaux et les organisations qui les fédèrent montrent une capacité croissante à agir concrètement sur les effets premiers du changement climatique. Ce seront eux qui impulseront la vitesse rapide du changement.
- 6. Le multilatéralisme est désormais une réalité très concrète. Les pays en développement multiplient les propositions pour avancer. A ce titre, la proposition coordonnée par l'Afrique du Sud et les investisseurs de long terme pour apporter un financement décent à la transition verte de l'économie est une bonne pratique, malheureusement encore inaboutie.
- 7. Deux thèmes maintenant bien matures peuvent, sous pression de la société civile, aboutir rapidement : un accord sur les océans et la création d'une institution internationale de l'environnement.
- 8. Deux thèmes à nos yeux prioritaires nécessitent désormais d'être traités rapidement et d'avancer via des instances complémentaires aux Nations-Unies, y compris de manière non universelle : l'eau, l'alimentation et l'énergie d'une part, la prévention des conflits d'autre part.
- 9. Un thème, l'éthique du développement durable, doit pour la préservation des générations actuelles et futures retrouver la place essentielle qu'il avait acquise à Rio et qu'il a perdue à Rio+20. Que ce soit aux échelles locale, nationale, régionale ou internationale, l'éthique est le ciment essentiel qui donnera de la cohérence aux actions de chacun.
- 10. Il n'y a pas de solution miracle. C'est à la société civile, dans toute sa diversité, de se prendre en main, de proposer et d'imposer des solutions aux pouvoirs publics, de manière démocratique, diversifiée, décarbonée. Les bribes de réponse aux enjeux écologiques et sociaux sont nombreuses, une bonne coordination et un alignement des capacités financières et des leviers économiques permettent de les mettre en oeuvre. Reste à concrètement transformer notre volonté commune en actions co-construites.

Green Cross France et Territoires

26-28 rue Danielle Casanova - 75002 Paris
+33 1 84 16 07 89

- <http://gcft.fr>

WWF

Rio+ 20, un sommet vain pour Serge Orru DG de WWF France



Rio+ Vain, c'est fini, le combat continue ! Un diplomate me dit ce matin, près de Copacabana, que les ONG doivent davantage porter leurs voix. Et je lui réplique que nous attendons des décideurs qu'ils décident enfin ! Je crains que chacun de nous ai dit vrai.

Un tout petit pas pour l'Humanité

La conférence des Nations unies sur le développement durable, qui a réuni plus de 50.000 personnes, ressemblera aux gigantesques embouteillages routiers de Rio de Janeiro : on n'avance guère et on s'ennuie seul dans sa voiture en provoquant tant de pollutions. Le résultat final est un petit pas pour l'homme et un tout petit pas pour l'Humanité.

Obama, Merkel et Cameron n'ont même pas fait l'effort de venir dans cette conférence importante pourtant, décisionnaire sur l'avenir du monde. Alors que 20% des pays riches émettent 60% des émissions de gaz à effet de serre et que 20% des pays pauvres en génèrent 0,72%, les pays dit émergents en produisent... 39,88%. Mais il semblerait que "tout va très bien Madame la Marquise", sous le règne du productivisme et de nos sociétés programmées sur le gaspillage.

On ne réussira pas de sitôt à éradiquer la misère sur la planète et on va vers une élévation de 6 degrés de la température moyenne sur terre pour la fin du 21ème siècle. Bel avenir pour nos gamins... Raison de plus pour ne pas céder devant ces fatalités annoncées.

Cela vous dirait de changer le monde ensemble ?

"*Sans rêves pas de courage. Sans courage pas d'acte*", nous souffle Wim Wenders. Reconnaissons qu'il y a 20 ans, les questions environnementales et sociales étaient seulement tenues par des militants convaincus et minoritaires. Parions que dans moins de cinq ans, ces sujets essentiels feront partie intégrante des facteurs déterminants dans la formulation des politiques gouvernementales et dans la stratégie des entreprises et des territoires.

On ne pourra rester inerte dans notre modèle de production et de consommation extrêmement toxique. A nous de le décider et de le faire savoir par nos paroles, nos idées, nos actes et nos votes !

Un exemple édifiant : la France produit chaque année, avec ses 900 millions de tonnes de déchets, l'équivalent d'une montagne comme le Mont Blanc et il est donc essentiel de passer de la société du jetable à la société du durable.

"*Chacun pense pouvoir changer le monde mais personne pense pouvoir le changer ensemble*", a écrit Léon Tolstoï. Cela vous dirait de changer le monde ensemble ? Cela pourrait être le serment de l'échec de Rio +20. On attend quoi pour le décider ici et maintenant ? L'avenir de la planète est notre bien commun.



[Changement climatique sur le site du WWF France](#)

Rio laisse le développement durable sur sa faim



Le sommet de la Terre s'est achevé ce vendredi au Brésil, sans la moindre (manifestation de satisfaction et sous les critiques des ONG.

On peut certes dire qu'elles prennent fin ce vendredi mais parler d'achèvement serait pompeux. Les négociations environnementales menées dans le cadre du sommet de la Terre se sont terminées ce soir, à [Rio](#). Et à moins d'un rebondissement improbable, elles laisseront le monde sur sa faim.

Dépouillé d'objectifs contraignants pour les États autant que de garde-fous à l'intention du monde industriel, le texte devant servir de base à la résolution que prendront les 193 États, écope des pires critiques. Elles sont sans concessions du côté de la société civile. L'accord ne propose rien pour s'attaquer aux crises écologiques et sociales qu'affronte la planète, estiment ainsi les Amis de la terre, qui rebaptisent la conférence « /sommet de la Terre brûlée/ ».

Engagements volontaires

Attac, dans un décryptage à chaud, fait le compte de tous les « /laissez-passer/ » que le document confère aux États. Les engagements ne sont bien souvent que « /volontaires/ ». L'organisation cite pour exemple les subventions versées aux énergies fossiles, dont il revient à chacun de décider ou non de les supprimer. De même, le document allège-t-il les références aux droits humains et sociaux, entre autres celui à l'eau. Pour Attac, il s'agit là ni plus ni moins d'un enterrement en bonne et due forme du processus multinational.

Côté politique, François Hollande a plus sobrement estimé que cet accord constitue une « /étape importante/ » quoique encore insuffisante. Il a noté, en outre, l'avancée que représente, en terme de gouvernance mondiale, l'élargissement des compétences conférées au Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), quand bien même cela ne débouche pas encore sur l'organisation mondiale indépendante que la France appelait de ses vœux.

Objectifs de développement durable

Seul chapitre à avoir semble-t-il progressé : celui des ODD - objectifs de développement durable -, censés prendre le relais des objectifs du millénaire pour l'éradication de la pauvreté qui se terminent en 2015. Mais là encore, des bémols sont à relever. « /Le contenu n'est pas mauvais/ », notait, jeudi, un diplomate camerounais. « /Mais leur adoption pourrait être reportée à 2015./ »

Le poids des mots. C'est le jeu, lors de chaque publication d'accord international : on compte les mots. Ceux dont le poids détermine la consistance du texte. Ainsi la commissaire de l'UE à l'environnement, Connie Hedegaard, relève-t-elle que le texte brésilien comprend trop de « /prend note/ » et de « /réaffirme/ », et pas assez de « /décide/ »

» et de « /s'engage/ ». Attac France dénombre plus de trente fois « /croissance/ »... et plus aucune référence à la « /justice environnementale/ ».

- **A lire aussi :**

[Sommet de la terre : Rio+flop](#)

[Rio+20, un sommet semé de désillusions](#)

Rio : le sommet enterre l'intérêt général

Analyse par ELIANE PATRIARCA Envoyée spéciale de Libération à Rio de Janeiro

L'accord final de la conférence, très décrié, est déconnecté des enjeux environnementaux.

Depuis deux jours, le Rio Centro, où s'est achevée vendredi la Conférence des Nations unies sur le développement durable, baignait dans une atmosphère surréaliste. Tandis que chefs d'Etats et de gouvernement se succédaient à la tribune de l'assemblée plénière pour une brève allocution, beaucoup de leurs homologues avaient déjà quitté les lieux. Et les autorités brésiliennes avaient résolument choisi d'éloigner à 50 km du lieu de la Conférence officielle le sommet alternatif des peuples, où les ONG ont réuni quelque 20 000 personnes durant dix jours.

« **Rio + Vain** ». Vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992, qui a donné naissance aux conventions sur le climat, la biodiversité ou la désertification, l'édition 2012 a déçu. Rebaptisée « Rio + Vain » ou « Rio - 20 », elle souffre d'une cruelle absence d'ambition.



[Lire la suite](#)

Développement durable : le Sommet atterre

Analyse par ELIANE PATRIARCA Envoyée spéciale de Libération à Rio de Janeiro

Le texte, quasi bouclé avant l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement au Brésil hier, est sans ambition.

Tout ça pour ça ? Un Sommet de la Terre gigantesque, qui draine des dizaines de milliers de personnes à Rio de Janeiro, terminé avant d'avoir commencé ? Les 110 chefs d'Etat et de gouvernement ont trouvé sur la table, en arrivant hier matin dans la cité brésilienne, un accord déjà finalisé. Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, exigeait qu'un compromis soit trouvé avant l'arrivée de ses homologues. L'inflexible négociateur brésilien et ministre des Affaires étrangères, Antonio Patriota, y est parvenu mardi, au bout de six jours de discussions. Le psychodrame qui a marqué la fin de la Conférence sur le climat à Copenhague en 2009, ridiculisant la communauté internationale, est donc évité.

Mais mardi, au Rio Centro, où se tient jusqu'à demain la Conférence des Nations unies sur le développement durable, alors que le texte final commençait à circuler, il se murmurait déjà qu'on avait certes un document, mais ressemblant plutôt à « une vieille version » de 1992 sortie du premier Sommet de la Terre. Manière de souligner que l'accord ne fait que réaffirmer des engagements pris alors.

 [Lire la suite](#)

Rio pour rien !

Pour terraeco, RIO+20 c'est RIO pour rien !

A Rio de Janeiro, vingt ans après les promesses du premier Sommet de la Terre, ce n'est pas à un concert des nations engagées sur le chemin d'un authentique développement soutenable que nous avons assisté. Ce n'est pas l'enthousiasme, la responsabilité et la détermination à relever le plus grand défi de l'histoire que nous avons vus. Une fois de plus, la « **communauté internationale** » s'est contentée du plus petit dénominateur commun. Exit, l'Organisation mondiale de l'environnement. Oubliés, les engagements chiffrés. Et, puisque le ridicule ne tue pas, on a pu tranquillement recycler les Objectifs du millénaire sur l'éradication de la pauvreté en 2015, en Objectifs pour le développement durable.

Signés en 2000, ils n'auront - bien entendu - pas été tenus. La déclaration de Rio + 20, ce n'est en définitive qu'un triste parchemin signant le triomphe d'une époque : celle du consensus mou. Tout engagement a été réduit au rang de promesse vague et sans lendemain, emballé dans un langage aussi lisse qu'un dialogue de série télévisée pour adolescents. Après l'échec du sommet sur le climat de Copenhague en décembre 2009, **Rio + 20 sonne évidemment le glas des grands-messes internationales**. Pour y avoir cru comme tout le monde, il faut bien reconnaître qu'elles ne sont en réalité qu'un théâtre. Avec le recul, imaginer que Rio + 20 puisse changer le cours de l'humanité, c'était aussi naïf que croire qu'un G8 nous sortirait de la crise financière.

Le théâtre des marionnettes

Certes, cette prise de conscience n'est pas réjouissante. Mais, puisqu'il faut inventer les solutions positives pour changer le monde, autant bien savoir sur qui l'on peut compter ou pas. En l'occurrence, la régulation internationale des crises - financière, climatique, alimentaire - est aux abonnés absents, parce qu'une partie du monde refuse de questionner ses pratiques et rejette toute idée de régulation, au nom de la protection des libertés individuelles poussée jusqu'à l'absurde. Résultat, des centaines de milliards d'euros potentiels dorment dans des paradis fiscaux.

Et l'on objecte à l'autre partie de l'humanité, celle qui n'a encore accès ni à l'eau, ni à la santé, ni à l'éducation, que les caisses sont vides. Restent, heureusement, les forces de la société civile. A elle de mener son bout de chemin, de s'organiser, d'inventer les nouvelles voies que les politiques n'auront jamais l'audace d'enfanter. **Changer le monde commence par changer la vie, ici et maintenant.**

Le sommet du développement durable fait long feu

par BFMTV

[Rio : le sommet du développement durable fait... par BFMTV](#)

Post-scriptum :

Sources : Amis de la Terre, Care France, Club France RIO+20, Collectif RIO+20, Green Cross France et Territoire, WWF, Libération, l'Humanité, Terraeco

[1] Le 22 juin, Nnimmo Bassey, président des Amis de la Terre International rencontrera le Secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, pour lui remettre un texte qui dénonce le contrôle que les entreprises exercent sur l'ONU. Ce texte lancé par les Amis de la Terre et 9 autres organisations a été signé par plus de 400 organisations regroupant des millions de personnes, de par le monde. Ce texte fait partie de la campagne lancée par les Amis de la Terre, avec notamment la parution de notre rapport « Libérons les Nations unies de l'emprise des multinationales » qui dévoile l'influence croissante des grands groupes industriels et financiers et de leurs lobbies sur l'ONU. Un certain nombre de cas précis sont décrits, comme Shell, Dow Chemical, Monsanto, Coca Cola ou le géant chinois du pétrole PetroChina.

[2] Les Amis de la Terre ont concentré leurs efforts pour construire et participer au processus du Sommet des Peuples, en parallèle du sommet officiel à Rio. Des plénières de convergence thématiques et une grande Assemblée des Peuples y sont organisées pour défendre les alternatives portées par les organisations et mouvements sociaux venus du monde entier. L'assemblée finale permettra de construire un agenda partagé pour articuler les expériences de défense des biens communs face à cette économie verte.